

Suite de la page 7

En repréailles contre ce vote, les Etats-Unis décident, en novembre 1974, de ne pas verser leur contribution pour l'exercice 1975-1976.

3- Amadou Mahtar M'Bow, sénégalais, directeur général de l'Unesco à deux reprises, de 1974 à 1987. Premier Noir africain à la tête d'une institution internationale



de cette importance, il sera confronté au retrait des États-Unis et à une grave crise financière alors qu'il venait juste d'être élu. Il fera face à cette situation avec détermination et courage. Sous sa direction, le rapport de la commission Mac Bride «Voix multiples, un seul monde», présente à la Conférence générale de 1980 des recommandations pour établir un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication plus équitable (Nomic). Pour la première fois, le Nomic dispose d'un cadre général, d'un ensemble de propositions et d'une justification détaillée : le droit à la communication. Par delà les rivalités idéologiques Est-Ouest, les implications financières de ce débat sont importantes pour les États-Unis. Elles concernent un marché représentant, à l'époque, quelque soixante milliards de dollars sur lesquels l'influence des États-Unis est prépondérante. En 1984, jugeant que les programmes adoptés par les États membres vont à l'encontre de leurs intérêts, les États-Unis décident de quitter carrément l'Unesco et suspendent jusqu'en 2003 leurs subventions qui représentent 22 % du budget de l'institution. Cette décision sera prise contre l'avis des spécialistes américains des domaines de compétence de l'Unesco, à savoir la commission nationale américaine pour l'Unesco et la National Academy of Sciences. Les États-Unis continuent d'exercer leur influence, tout en ayant officiellement quitté l'Unesco. Ils demandent la dissolution du groupe ad hoc jeunesse malgré la présence d'un Américain très actif et apprécié de tous, Thomas Forstner. En application des Résolutions des 21^e et 22^e sessions de la Conférence générale, l'Unesco organisera du 8 au 15 juillet 1985, à Barcelone, le Congrès mondial de la jeunesse avec la participation effective de M. Mbow. 270 participants et 341 observateurs provenant de 118 États membres, du Saint-Siège, de 98 ONG internationales et régionales et de cinq organisations du système des Nations unies y prendront part. Les participants «déclarent leur attachement au respect effectif des droits de l'Homme et des libertés fondamentales énoncés dans la Déclaration des droits de l'Homme, ainsi que le droit des peuples, notamment le droit à l'autodétermination». J'ai eu l'honneur d'être élu à la vice-présidence du congrès et de présider la commission «Jeunesse, compréhension et coopération internationale». La leçon à tirer durant cette période est que les déconvenues de M. Mbow à l'Unesco illustrent clairement les difficultés pour un dirigeant africain, d'envergure, à défendre ses positions. Les contraintes de l'ancien directeur général ne sont pas étrangères au mandat de l'Unesco. Sa détermination à faire prévaloir une sensibilité africaine et des pays en développement a fini par dresser contre lui les puissances occiden-

tales et une litanie de critiques parfois à la limite du racisme. Durant cette période, M. Mbow ne recevra aucun soutien formel d'un chef d'Etat africain ou de l'OUA.

4- Federico Mayor, espagnol, directeur général de 1987 à 1999. Pendant près de vingt ans, l'Unesco sera privée du quart de son budget sans empêcher durant cette période les États-Unis, non membre de l'Unesco, de continuer d'exercer une active influence au sein de l'organisation. Lorsque le Conseil exécutif de l'Unesco décide par consensus d'examiner pour la première fois, en 1989, la demande d'admission de la Palestine en tant qu'État membre à part entière, les États-Unis menacent de ne jamais revenir à l'Unesco si l'Organisation de libération de la Palestine devait y être admise. C'est à ce moment que deux lois, votées par le Congrès, imposent d'arrêter le financement de toute agence des Nations unies «qui accepterait l'Autorité palestinienne comme membre à part entière, en l'absence d'accord de paix avec Israël». En 1991, F. Mayor organise les assises de l'Afrique. En 1994, l'Unesco crée, sous son égide, le Programme culture de la paix qui «vise à promouvoir l'éducation à la paix, la démocratie et les droits de l'Homme, la lutte contre la pauvreté, le dialogue interculturel et la prévention des conflits dans le monde». Défenseur invétéré des droits humains et de la paix, directeur général charismatique apprécié pour son humanisme et sa liberté de ton, Federico Mayor aura droit à une particulière et longue ovation par l'ensemble des fonctionnaires de l'Unesco lors de la célébration du 65^e anniversaire de l'organisation en décembre 2010.

5- Kijichirō Matsuura, japonais, directeur général de l'Unesco de novembre 1999 à novembre 2009. «Je verrai toujours le jour où le drapeau américain a été de nouveau hissé à l'Unesco comme le jour où cette organisation a retrouvé sa crédibilité et son influence mondiales», déclare K. Matsuura, en référence au retour des États-Unis comme État membre de l'organisation en 2003, lors de son premier mandat. Il a entrepris des réformes institutionnelles majeures qui, à ce jour, ne semblent pas avoir répondu pleinement à toutes les attentes. Il convient de saluer le travail réalisé pour sauvegarder le patrimoine culturel de l'humanité, qui s'est traduit par l'adoption de trois instruments normatifs : la Déclaration universelle sur la diversité culturelle de 2001, la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine et la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de 2005. S'agissant de la Convention internationale contre le dopage dans le sport que j'ai eu le privilège d'initier, seul le soutien résolu de M. Matsuura m'a permis de mener à bien ce projet face aux blocages et aux multiples tentatives qui ont cherché à le faire avorter au niveau de son cabinet. Pour nombre d'observateurs, l'Unesco a connu durant ces dernières années une évolu-



tion marquée vers une attention plus grande dans la gestion de conflits d'intérêts et des rapports de pouvoir. Le second mandat de M. Matsuura s'est terminé avec des critiques sur la gestion budgétaire et le déficit d'efficacité. La privatisation de certaines activités et la suppression de programmes phares comme le Courrier de l'Unesco ont fait réagir le syndicat du personnel qui s'est élevé dans une lettre contre ce qu'il a estimé être un «démantèlement organisé» de l'Unesco.

6- M^{me} Irina Bokova, bulgare, est, depuis le 22 septembre 2009, la première femme élue à la tête de l'Unesco après cinq tours de scrutin serré face au très controversé ministre égyptien de la Culture Farouk Hosni. Sa connaissance de l'Unesco est réelle. Ambassadrice de Bulgarie en France et auprès de cette institution depuis 2005, elle est membre du conseil exécutif depuis 2007 et vice-présidente du groupe francophone des ambassadeurs auprès de l'Unesco. Femme dynamique et ouverte, parlant couramment français, anglais, espagnol et russe, M^{me} Bokova est une personnalité très populaire en Bulgarie. N'étant en poste à l'Unesco que depuis deux ans, il est prématuré de faire le bilan de son action. Elle hérite d'une situation controversée et d'une organisation quelque peu ébranlée moralement. C'est dire combien la décision américaine complique la mission de la nouvelle directrice générale dont l'arrivée a suscité beaucoup d'espoirs. Elle est la première femme et la première représentante de l'Europe de l'Est à accéder à cette fonction. Lors de son installation, le 23 octobre, M^{me} Irina Bokova déclare : «Mon accession à cette haute fonction est un message de confiance pour toutes les femmes du monde. C'est le signal qu'elles doivent avoir accès au savoir et au pouvoir, afin d'apporter leur contribution à la société, et de prendre part à la marche du monde.» Elle entend défendre «la diversité culturelle et le dialogue entre les cultures participent à l'émergence d'un nouvel humanisme où le global et le local se réconcilient, et à travers lequel nous réapprenons à construire le monde. [...] Pour moi, l'humanisme est une aspiration à la paix, à la démocratie, à la justice et aux droits de l'Homme. Pour moi, l'humanisme est une aspiration à la tolérance, au savoir et à la diversité des cultures. Il s'enracine dans l'éthique et dans la responsabilité sociale et économique. Il s'incarne dans l'assistance aux plus vulnérables».



III - États-Unis-Palestine-Unesco, quelle solution ?

«Israël ayant attaqué, s'est emparé, en six jours de combat, des objectifs qu'il voulait atteindre. Maintenant, il organise, sur les territoires qu'il a pris, l'occupation qui ne peut aller sans oppressions, expulsions, et il s'y manifeste une résistance qu'à son tour il qualifie de terrorisme.» Charles de Gaulle, *L'Avenir*, Editions Le livre de poche, p. 339, n° 3480-1973. «Israël doit se retirer des territoires occupés en Palestine et en Syrie, cette mesure contribuera à réduire, en grande partie, les dangers auxquels fait face l'Etat hébreu. La solution à deux États, en harmonie avec la politique américaine et les résolutions onu-

siennes, est la clef de la paix au Moyen-Orient», Jimmy Carter, ancien président des États-Unis, 09-2009 Université James Madison (Washington). «Si le rôle de facilitateur des Nations unies dans le processus de décolonisation est un des moments de grande fierté de l'histoire de l'organisation, ce chapitre n'est pas encore achevé.» Ban Ki Moon, secrétaire général de l'ONU, 28 février 2008. A travers ces trois citations d'illustres hommes politiques, il apparaît clairement que la fonction principale des Nations unies demeure la préservation de la paix et de la sécurité internationales. Les États-Unis ne peuvent ignorer les considérables conséquences financières et politiques qu'entraînerait leur décision si elle venait à perdurer contre l'Unesco, institution multilatérale à nulle autre pareille. La place des États-Unis, au sein de cette organisation, est importante, indispensable et nécessaire. Le peuple américain a toujours apporté une contribution de taille dans l'évolution des relations internationales et l'émancipation des peuples opprimés. Il ne peut se soustraire à sa responsabilité de grande puissance qui doit faire entendre et appliquer les résolutions et recommandations des Nations unies. Cela a été rappelé, avec raison, par M^{me} Bokova dans une récente déclaration faite à l'AFP : «Ce n'est pas seulement un problème financier, c'est un problème qui concerne l'universalité de notre organisation». Pour parvenir à cette «universalité», il appartient d'abord à tous les États membres et notamment aux États-Unis de faire prévaloir et de faire respecter un jugement impartial qui reflète l'état actuel du monde. Pour preuve «l'affaire palestinienne» n'est plus aujourd'hui sujette à la diversion, à la manipulation et aux pamphlets de dirigeants arabes autoritaires et rétrogrades. Des dirigeants dont les discours outranciers et un panarabisme sénile servaient non pas à libérer la Palestine mais à renforcer leur despotisme lié à des intérêts géostratégiques et sécuritaires opposés à la volonté d'émancipation de leurs propres peuples et des Palestiniens. Qui peut croire que le monde d'aujourd'hui est celui d'il y a soixante-cinq ans ? Dans un univers en proie à de profonds bouleversements, il est temps de mettre fin au dangereux «deux poids deux mesures». Sans compter les risques d'un isolement croissant et la dégradation de leur image, les Américains ne peuvent sous-estimer le coût politique et diplomatique qu'entraîne pour l'ensemble de la communauté internationale leur opposition au fonctionnement légal et démocratique du système des Nations unies. S'il faut se féliciter de l'appui qu'ils portent au renforcement des pratiques démocratiques, au respect des droits humains et à une bonne gouvernance au niveau de certains pays, l'on ne peut que rester dubitatifs lorsque, par moments, ils sont incapables de s'appliquer à eux-mêmes cette exigence. Le décalage entre le discours et les faits devient insoutenable, particulièrement en cette période. La volonté de vivre ensemble dans la paix suppose, pour le moins, la tolérance, l'observation des normes du droit international et le respect mutuel. C'est là une mission que remplit admirablement l'Unesco dans les domaines qui la concernent. Faute de soutiens pour renforcer ses programmes, c'est exposer le village planétaire à une impossible solidarité partagée autour d'un socle de valeurs communes. Ce n'est de l'intérêt de personne.

H.- H. O.